

Jolly Kemigabo

Les peuples autochtones de l'Ouganda comprennent les communautés traditionnelles Batwa composées de chasseurs-cueilleurs, connues également sous le nom de Twa, ainsi que les Benet et des groupes pastoraux comme les Karamojong et les Iks. Aucune communauté autochtone n'est expressément reconnue comme telle par le gouvernement.

Les Benet, qui sont environ au nombre de 20 000, vivent dans le nord-est de l'Ouganda et étaient autrefois des chasseurs/cueilleurs. Les 6 700 Batwa sont également d'anciens chasseurs-cueilleurs et vivent dans le sud-ouest de l'Ouganda. Ils ont été dépossédés de leurs terres ancestrales quand les forêts de Bwindi et de Mgahinga furent déclarées parcs nationaux en 1991¹. Les Iks sont environ 1 600 et vivent au bord de Karamoja - région Turkana le long de la frontière séparant l'Ouganda du Kenya, Le peuple Karamojong vit dans le nord-est de l'Ouganda et se compose d'environ 260 117 personnes².

La Constitution de 1995 ne garantit aucune protection particulière pour les peuples autochtones mais son article 32 prévoit l'obligation pour l'État de prendre des mesures de discrimination positive en faveur des groupes historiquement désavantagés ou aillant fait l'objet de discrimination. Cet article, originellement conçu ou envisagé comme permettant de traiter de la discrimination subie par les enfants, les personnes handicapées, et les femmes, sert aujourd'hui de base légale à la discrimination positive dont bénéficient les peuples autochtones en Ouganda³. Le loi de 1998 sur les terres et le Règlement national de l'environnement de 1995 protègent les intérêts coutumiers sur la terre et l'usage traditionnel des forêts.

Ces lois habilent cependant le gouvernement à interdire toutes activités humaines sur chaque zone forestière en qualifiant celle-ci de zone protégée, annihilant ainsi les droits coutumiers des peuples sur la terre⁴. L'Ouganda n'a jamais ratifié la Convention 169 de l'OIT qui garantit les droits des peuples indigènes et tribaux dans les États indépendants, et était absent lors du vote de la Déclaration des Nations Unis sur les droits des peuples autochtones en 2007.

Les Batwa

Pour les Batwa de l'Ouganda, le manque de terres, l'analphabétisme, et l'absence de revenu restent sources de grandes frustrations. Le gouvernement est resté intransigeant quant à la non-reconnaissance des Batwa comme propriétaire légitime des terres desquelles ils ont été évincés et, ainsi, il a été très difficile pour les Batwa d'obtenir une indemnisation. En ce qui concerne la participation aux processus politiques, très peu de Batwa ont exercé leur droit de vote durant les récentes élections nationales et locales en Ouganda, et aucune femme ni aucun homme originaire de la communauté Batwa n'a présenté sa candidature, que ce soit au niveau

¹ Organisation unie pour le développement des Batwa d'Ouganda (UOBDU), 2004: Report about Batwa data. Août 2004, Ouganda, p.3.

² Groupement pour les droits des minorités (MRG), 2011: Land, livelihoods and identities; intercommunity conflicts in East Africa (p.6), <http://www.minorityrights.org/download.php?id=1076>.

³ Groupement pour les droits des minorités (MRG), 2001: Uganda: The marginalization of Minorities (p.9), www.minorityrights.org/download.php?id=143.

⁴ Loi sur les terres (1998), Articles 2, 32 et Règlement national de l'environnement (1995), Article 46.

local ou national. Plusieurs facteurs expliquent le manque de participation des Batwa aux processus politiques dans leurs localités. Le plus remarquable d'entre eux est celui de la corruption financière dont font preuve les tribunaux des Conseils locaux en faveur d'autres communautés, conduisant ainsi les Batwa à entretenir une image négative des Conseils locaux, perçus comme des institutions participant à leur marginalisation. La conscience civique des Batwa a également été ternie par les stéréotypes entretenus par les autres communautés à leurs égards et consistant à les percevoir comme des personnes arriérées et primitives.⁵ La participation des Batwa au jeu politique reste ainsi limitée et leurs droits économiques et sociaux continuent d'être bafoués par l'État et la société⁶.

Les Batwa ont cependant continué leurs luttes sans merci contre la discrimination par le biais de leur organisation représentative, l'Organisation unie pour le développement des Batwa d'Ouganda (United Organisation for Batwa Development in Uganda- UOBDU) qui assure une présence aux événements régionaux et internationaux comme les réunions de la Commission africaine ou celles des Nations unies.

Modélisation participative tridimensionnelle du territoire ancestral de la forêt impénétrable de Bwindi

Un des développements majeurs accueilli par les Batwa a été la divulgation en juillet 2011 de la modélisation participative tridimensionnelle (P3DM) du territoire ancestral, la forêt impénétrable Bwindi. Avec un nombre d'aînés Batwa diminuant progressivement, produire le modèle tridimensionnel et définir le territoire par le biais des connaissances culturelles partagées de mémoire entre générations et sexes fournit une opportunité de documenter et conserver l'héritage culturel unique des Batwa. Une telle réserve d'informations peut être utilisée afin de développer de nouvelles perspectives d'emploi sur le site de la forêt de Bwindi pour les Batwa, telles que des emplois de guides touristiques, gardiens du parc ou gardes forestiers, ou autres emplois du secteur touristique, liés au miel, à la cire d'abeille, à l'artisanat ou autres. Les communautés espèrent également que l'information apparaissant dans le modèle peut être utilisée comme une plate-forme de discussions avec les gestionnaires de l'aire protégée concernant l'accès à la forêt de Bwindi et, en particulier, l'accès aux endroits et aux ressources spécifiques qui sont culturellement importantes pour les Batwa, comme par exemple les sites sacrés⁷. Le modèle a été élaboré par des membres de la communauté Batwa avec l'aide de l'UOBDU et avec l'aide technique et financière de différents organismes donateurs.

Le lancement du modèle tridimensionnel de la forêt ancestrale a attiré l'attention de plusieurs dirigeants gouvernementaux, tant au niveau local que national, ainsi que l'attention des représentants d'organisations de la société civile. Pendant l'évènement, les hommes et femmes Batwa étaient à l'honneur pour présenter la carte, exposer leur incroyable connaissance de la forêt et pour demander au gouvernement de leur permettre de se réinstaller dans le parc et d'avoir accès à la forêt à des fins médicinales et spirituelles.

Augmentation de la scolarisation

L'augmentation du nombre d'enfants Batwa scolarisés par le biais du parrainage d'ONG a été un autre développement positif pour les Batwa. Le taux d'inscription était faible parce que les

⁵ Groupement pour les droits des minorités (MRG), 2011: Land, Livelihoods and Identities: Intercommunity conflicts in East Africa. <http://www.minorityrights.org/download.php?id=1076>.

⁶ Cultural Survival 2010: Quarterly magazine, <http://www.culturalsurvival.org>.

⁷ Organisation unie pour le développement des Batwa d'Ouganda (UOBDU), rapport 2011.

Batwa vivent dans des zones difficiles d'accès et par conséquent où il est difficile d'enseigner. En 2011 cependant, avec le soutien d'organisations de la société civile comme le Groupement pour les droits des minorités (MRG) ou l'UOBDU, la scolarisation des enfants Batwa a augmenté. Le manque d'éducation est un des facteurs majeurs qui explique la marginalisation continue des Batwa en tant que communauté, et l'éducation de leurs jeunes et enfants est une des voies permettant de leur conférer d'avantage de pouvoir et d'assurer la qualité du développement de leur communauté⁸.

Les Benet

Malgré une victoire historique contre le gouvernement en 2004, les Benet continuent de subir les effets de leur expulsion du Parc national du Mont Elgon. Le manque de terres et ses effets négatifs restent le principal facteur des frustrations de la communauté Benet en 2011. Les tentatives du gouvernement de réinstaller environ 8 familles dépourvues de terres (à peu près 132 personnes)⁹, venant de Kapsekek - un sous-groupe ethnique Benet qui a été dépourvu de terre du fait des expulsions du Parc national du Mont Elgon - sont perçues néanmoins comme l'espoir qu'une solution permanente serait éventuellement possible.

En mars 2011, le gouvernement a institué un comité dont la mission est d'enquêter sur la manière avec laquelle le territoire avait été affecté aux familles Kapsekek. La corruption et la gratification personnelle ont alors été identifiées comme ayant entaché le processus d'attribution. Les constatations du comité indiquent que les fonctionnaires gouvernementaux, dans le processus de réinstallation, se sont attribué un grand nombre de terres et n'ont laissé que de petites parcelles aux bénéficiaires légitimes. Le territoire a été retiré aux fonctionnaires et, bien qu'il n'ait pas été redistribué aux propriétaires légitimes, il est possible de constater que le gouvernement commence à manifester un intérêt aux problématiques touchant les Benet.

Les Karamojong

L'afflux d'investissements et les approches libérales du gouvernement en matière de développement¹⁰ continuent à affecter le mode de vie des Karamojong de la région de Karamoja.

Le débat actuel concernant la sédentarisation imposée par le gouvernement aux communautés pastorales¹¹ exacerbe le problème de l'insécurité du territoire dans la mesure où 80% du territoire est déjà attribué à la sécurisation des réserves naturelles. La région du Karamoja continue d'être confrontée à une sécheresse prolongée qui a débuté en septembre 2010 et qui a conduit à une dégradation des ressources naturelles, comme le montrent la surexploitation des pâturages et la déforestation, qui aggravent la situation des pasteurs. La surexploitation ajoutée à la détérioration des terres forcent les communautés à migrer et se déplacer avec leur bétail afin de trouver de l'eau et des pâturages¹².

La Semaine des pasteurs en Ouganda

A travers la représentation de la COPACSO (*Coalition of Pastoralists' Civil Society Organizations*) les pasteurs Karamojong ont activement participé à ce qui est devenu un

⁸ Groupement pour les droits des minorités (MRG) –projet de rapport – 2011.

⁹ Benet Lobby Group – une organisation représentative pour la communauté Benet.

¹⁰ Mercy Corps, 2011: Pastoralists' Peace and Livelihoods: Economic interventions to build peace in Karamoja, Uganda. <https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:hx7xYuaC0-wj:elliott.gwu.edu/assets/docs/acad/ids/capstone-2011/mercy-corps>.

¹¹ Groupement pour les droits des minorités (MRG) 2011: Land, Livelihoods and Identities: Intercommunity conflicts in East Africa. <http://www.minorityrights.org/download.php?id=1076>.

¹² CEWARN – Karamoja Cluster, rapport 2011, <http://www.cewarn.org>.

évènement annuel : la Semaine des pasteurs en Ouganda (Uganda Pastoralists' Week-UPW), célébrée du 8 au 11 novembre 2011 à Kampala.

L'évènement, avec le thème «Pasteurs : notre contribution au développement national» avait pour but de montrer que les modes de vie et de production des pasteurs et agropasteurs représentent des ressources économiques et sociales viables qui peuvent être utilisées dans les zones arides de l'Ouganda. L'évènement a attiré des pasteurs de toute la région et leur a donné l'opportunité de s'entretenir avec les décideurs politiques, d'échanger entre eux, et de présenter leur riche culture dans une exposition présidée par le Ministre du commerce et de l'industrie¹³.

Signes d'une attention politique accrue aux affaires de Karamoja

En mai 2011, le président a promu le Ministère en charge des affaires de Karamoja en un ministère à part entière sous l'autorité de la Première dame, avec à sa tête un Ministre d'Etat des affaires de Karamoja. Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer la pertinence et l'efficacité de ce ministère, cette promotion peut être interprétée comme la tentative du gouvernement de développer les interventions qui visent à faire face au manque d'eau, à l'insécurité alimentaire, à l'insécurité et la pauvreté dans la région de Karamoja.

Il est également important de noter que de nouveaux parlementaires de Karamoja sont entrés en fonction suite aux élections nationales de 2011. Les dirigeants qui forment le Groupe parlementaire de Karamoja font preuve de détermination pour exprimer le désarroi du peuple de la région de Karamoja et appeler le gouvernement et la société civile à agir. Cet engagement a été démontré par la manière et le style avec lesquels ils ont conduit les conférences de presse et, également, en tant que groupe, par la façon dont ils ont fait face aux catastrophes touchant la région, telles que la sécheresse et la famine.

Jolly Kemigabo est une responsable régionale du Groupement pour les droits des minorités (MRG) – Bureau Afrique. Elle possède 10 ans d'expérience en matière de droits de l'Homme, plus particulièrement en matière de droits des minorités et de droits des peuples autochtones. MRG travaille au renforcement de la sécurité des droits des minorités ethniques, religieuses, linguistiques et des peuples autochtones à travers le monde jolly.kemigabo@mrgmail.org

Source : IWGIA, Indigenous World 2012.

Traduction de l'anglais pour le GITPA par Zoé Boirin-Fargues

¹³ Coalition for Pastoralists Civil Society Organizations in Uganda: Rapport sur la semaine des pasteurs en Ouganda- 2011.